

concession en faveur d'une autre province, à moins de faire cette concession à l'univers entier. En d'autres termes, Victoria ne pouvait pas mettre un article quelconque sur la liste des choses admises en franchise sans faire la même faveur à tous les autres pays du monde. Ceci, je l'admets, a été changé, mais à l'époque où je discutais cette question avec les hommes d'état de ces colonies, je découvris que la constitution stipulait que toute concession faite au Canada, au point de vue de la réciprocité commerciale, devait être faite aux Etats-Unis et à toutes les autres contrées du globe. J'exprimai le désir que nous avions de faire avec eux un traité de réciprocité pour le commerce du poisson et du bois de construction en particulier, mais je leur démontrai que si nous leur donnions des avantages en considération de l'admission par eux en franchise du bois de construction, il nous faudrait subir la concurrence des Etats-Unis, parce que les Australiens étaient obligés de donner les mêmes avantages aux autres pays. Nos voisins, qui ont sur leurs côtes de l'ouest le même poisson et le même bois que nous avons dans la Colombie Anglaise recevaient les mêmes faveurs que nous. Je leur ai dit : "Vous devez facilement comprendre que ça ne serait d'aucun avantage pour nous ; nous admettrions ces articles en franchise au Canada, tandis que vous, en nous offrant la réciprocité, vous seriez obligés de l'offrir à un pays étranger, et jusqu'à ce que vous demandiez au gouvernement impérial le droit de modifier la constitution de manière à vous donner le droit de faire un traité de réciprocité avec les colonies sœurs, toute autre négociation sera inutile." Il est vrai qu'ils ont agi dans ce sens et toutes les difficultés qui les entravaient ont disparu lors du jubilé de la Reine, et la conséquence a été que les colonies australiennes ont formé une alliance qui leur permet de faire dans l'avenir ce que nous avons voulu accomplir dans le passé : créer des relations entre les provinces sœurs de manière à établir entre elles le libre-échange de leurs produits. Voilà une politique qui, à mon sens, devra être avantageuse à toutes les classes de la société. Le tarif, comme j'ai pu en juger par un discours prononcé, il n'y a pas longtemps par le premier ministre de cette colonie, sera quelque peu modifié. Il sera, j'en suis certain, plus ou

moins protecteur. Le premier ministre de l'Australie a annoncé aussi qu'il est en faveur d'un tarif de préférence avec l'Angleterre, et qu'il espère que le temps n'est pas éloigné où l'Angleterre en viendra à la conclusion qu'il est nécessaire d'unir plus étroitement les colonies à l'Empire en leur faisant quelques concessions en considération des faveurs que nous leur faisons, et, à ce point de vue, il partage l'opinion de quelques-uns des hommes d'Etat du Canada. Je ne suis pas un de ceux qui croient que l'Angleterre est tellement attachée au système du libre-échange qu'elle puisse refuser de faire toute concession à ses colonies. Tous les ans, il est démontré que le commerce des autres pays empiète sur celui de l'Angleterre, et elle sera obligée d'adopter une politique autre que celle qu'elle a suivie durant les dernières années, et assurément nous ne pouvons, comme Canadiens, refuser les concessions qu'elle voudrait nous faire. L'honorable proposeur de l'adresse a laissé à entendre que la confédération des différentes colonies de l'empire avaient établi ce que nous pourrions appeler trois nations distinctes : les Etats-Unis, le Canada et l'Australie. J'avouerai franchement que je n'aime pas l'expression "différentes nations." La confédération des différentes colonies, à mon avis, au lieu de créer des nations indépendantes, ne fait qu'unir plus étroitement les différentes parties de l'empire, la mère patrie avec ses colonies, et ne fonde pas des nationalités distinctes. Nous sommes arrivés à une période où nous jouissons de tous les privilèges qui peuvent être accordés à un peuple qui vit sous le régime monarchique, et plus nous vivrons plus étroitement nous serons unis ensemble par ce système de confédération. J'espère vivre assez vieux pour voir aussi les colonies de l'Afrique du Sud unies sous un gouvernement semblable à celui qui existe dans notre pays et dans les colonies australiennes. Et alors nous aurons, non pas une autre nation, mais une autre confédération plus intimement que jamais liée à la mère patrie.

L'honorable M. ELLIS : Ce que j'avais dans l'esprit c'était l'idée qu'un essaim sortirait de la grande ruche et irait y appliquer les grands principes de liberté et les idées britanniques qui servent d'assises aux nations nouvelles.

Hon. sir MACKENZIE BOWELL.